

"La Grèce de Papandreou: adieu à l'Europe?" dans Europe (19 octobre 1981)

Légende: Dans son éditorial des 19-20 octobre 1981, Emanuele Gazzo, directeur général de l'Agence Europe, s'inquiète des conséquences de la victoire électorale du Pasok et de l'arrivée au pouvoir d'Andréas Papandréou sur la politique communautaire de la Grèce.

Source: Europe. Agence internationale d'information pour la presse. dir. de publ. RICCARDI, Lodovico ; Réd. Chef GAZZO, Emanuele. 19.-20.10.1981, n° 3231. Bruxelles.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"la_grece_de_papandreou_adieu_a_l_europe_"_dans_europe_19_octobre_1981-fr-f3e081a5-7761-49a1-9106-e5ef154b3d97.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 16/09/2012

La Grèce de Papandreou : adieu à l'Europe?

Le résultat des élections en Grèce, avec l'accès au pouvoir du PASOK, et de son leader Andreas Papandreou, est très important sous plusieurs aspects, de caractère général et particulier, pour l'Occident, pour l'Europe, pour la Grèce.

Une première remarque permet de constater que ce résultat est conforme à une tendance très nette apparue depuis quelque temps dans l'opinion, un peu partout dans le monde: celle vers le changement. La stabilité du pouvoir semble avoir perdu tout attrait, l'essentiel c'est désormais le changement. On dirait que le mouvement du balancier s'est accéléré partout. Il suffit de rappeler le renversement total des priorités intervenu aux Etats-Unis, la venue au pouvoir de Mitterrand en France, la nomination pour la première fois après 35 ans, d'un "laïc" à la tête du gouvernement en Italie, le retour des Conservateurs au pouvoir en Norvège. De même, c'est le désir de changement qui semble ouvrir le chemin du succès à la social-démocratie en Grande-Bretagne, et par contre, rejeter dans la minorité la social-démocratie allemande... Le changement n'est pas en soit synonyme d'instabilité : il est en revanche la preuve de la vitalité d'une société démocratique. A la condition de demeurer réversible . . .

Une deuxième remarque concerne l'Occident en général et plus précisément sa sécurité, dont on sait qu'elle est menacée, de l'extérieur mais aussi de l'intérieur. L'Agence soviétique "Novosti" se réjouit de la victoire du Pasok, et rappelle que Papandreou avait salué au printemps dernier la proposition de M. Brejnev tendant à une "dénucléarisation" en Méditerranée et aux Balkans. "La politique prônée par le Pasok peut devenir réalité si le nouveau gouvernement tient les promesses électorales du parti" conclut Novosti. Quoi qu'il en soit, les sentiments anti-turcs et anti-américains de Papandreou sont assez connus pour justifier la crainte que la situation de la défense du "Flanc sud" devienne critique, avec comme conséquence la nécessité de renforcer davantage la Turquie

Venons-en à l'Europe, c'est-à-dire à la Communauté dont la Grèce est, depuis janvier 1981, membre à part entière. L'hostilité du leader du Pasok au maintien de la Grèce dans la Communauté est connue. Au moment où l'adhésion était décidée, il condamnait le fait que la politique communautaire empêcherait la Grèce de conduire une politique économique conforme à ses intérêts. Il observait: "Comme il nous a été prouvé par l'histoire récente de la Communauté, les grands pays peuvent se permettre de dévier des procédures existantes, ce qui ne pourrait en aucun cas être le fait d'un petit pays comme la Grèce", en ajoutant: "Les problèmes de développement régional n'occupent dans la Communauté qu'une place très marginale. .. les avantages économiques tirés de la politique agricole commune se sont finalement établis aux dépens des régions à structure faible". Ce qui est loin d'être faux, et la Communauté aurait bien agi en tenant compte de ces avertissements. Peut-être M. Papandreou pourra-t-il agir de l'intérieur pour appuyer des changements, dans les institutions et dans les structures économiques, qui sont hautement souhaitables. Mais il avait annoncé : "Le Pasok, quand il viendra au pouvoir, a l'intention de demander au peuple hellénique de se prononcer - après avoir été pleinement informé - par un libre referendum, sur l'adhésion du pays à la Communauté Européenne". Ce referendum, il ne l'obtiendra pas sans l'accord du président Caramanlis, ce qui semble exclu. Mais l'hypothèse reste. Dès lors, le problème qui se pose, au-delà des circonstances et des péripéties, est très grave : si à chaque élection ou changement de direction, il devenait possible de remettre en cause l'appartenance à la Communauté ou ses principes, les bases même du pacte communautaire, qui est irréversible par nature, seraient détruites. Il est vrai que dans l'histoire il n'y a rien d'éternel, mais il est extrêmement dangereux de construire sur du sable ou d'aller à rebours de l'histoire.

Cela dit, il serait prématuré de porter un jugement sur l'action future d'un gouvernement qui s'appuie sur une majorité confortable mais bariolée, comprenant par exemple un Mavros qui parlait il y a deux ans de la Communauté comme de "la sauvegarde de la paix et de la démocratie parlementaire pluraliste en Europe occidentale" en soulignant "la nécessité d'une défense européenne commune". Une majorité qui ne comprend pas les communistes, qui d'ailleurs n'ont pas profité de la vague du "changement". M. Papandreou, fils de Papandreou, va certainement innover, mais il est bien le fils d'un système. Et surtout, il a déclaré que sa première priorité est la lutte contre l'inflation... Une bien rude besogne.

